

RÉACTION

Métiers en pénurie : le salaire ne résout pas tout

■ Les salaires plus élevés des métiers en pénurie n'attirent pas plus de jeunes dans ces filières.

Olivier de Wasseige

Administrateur délégué de l'Union wallonne des entreprises (UWE).

Dans une tribune intitulée "Métiers en pénurie... De logique" parue dans "La Libre Belgique" du 10 août dernier, et quelque peu provocatrice, Etienne de Callatay fait la leçon aux entreprises qui disent souffrir d'un manque de main-d'œuvre qualifiée: que ces entreprises suivent la bonne vieille loi de l'offre et la demande en augmentant les salaires, plus de personnes seront alors attirées par ces emplois vacants et le problème sera réglé.

On peut rassurer Etienne de Callatay, la loi de l'offre et de la demande joue sur le marché du travail. Les ingénieurs sont bien mieux payés que d'autres cadres supérieurs universitaires, et des catégories d'ouvriers qualifiés gagnent mieux leur vie que certains employés. Ne parlons pas des salaires des informaticiens.

En revanche, où son raisonnement flanche, c'est que ces salaires plus élevés n'attirent pas plus de jeunes dans ces filières. On manque d'ingénieurs et d'informaticiens depuis la nuit des temps et on peine à remplir les classes techniques et professionnelles dans les compétences porteuses. Le salaire n'est pas tout dans le choix d'une profession. Autrement, comment expliquer que les amphithéâtres de psychologie soient bondés, tout comme les classes de coiffure?

En outre, l'augmentation des salaires des fonctions en pénurie n'est pas la formule magique qui va transformer instantanément un commis sans diplôme en un ouvrier qualifié ou en un informaticien. Cette augmentation ne servira dès lors qu'à débaucher le personnel du voisin.

Force est donc de constater que la variation des salaires ne régule qu'imparfaitement le marché du travail et que d'autres politiques doivent être mises en place pour guider les jeunes et les demandeurs d'emploi vers les métiers en pénurie. On pense à une meilleure sensibilisation, à des incitants plus immédiats, à plus de formations dans ces métiers.

Tant le gouvernement fédéral que le gouvernement wallon ont donc raison de se saisir du problème et de tenter de le réduire par des mesures qui recouperont celles qui viennent d'être évoquées.

Et même si l'on admet une régulation partielle par les salaires, l'ajustement à la hausse a ses limites, en raison de l'interconnexion des marchés. La hausse des salaires va avoir un impact sur les coûts de production qui eux-mêmes vont modifier l'équilibre des marchés des biens et des services. En d'autres termes, la hausse des salaires affecte la rentabilité des entreprises, poussant certaines d'entre elles à se retirer du marché, ce qui va diminuer l'offre des biens et des services et réduire l'emploi. Est-ce cela que nous voulons?

Prenons nos entreprises exposées à la concurrence internationale. Si elles doivent payer plus cher leur main-d'œuvre à la suite des pénuries dont ne pâtissent pas leurs concurrentes, elles vont perdre des parts de marché et elle vont devoir réduire leur production. C'est la force de l'Allemagne sur les marchés internationaux: ses entreprises, grâce à un système d'enseignement et de formation performant, bénéficient d'une main-d'œuvre qualifiée à un coût moindre que leurs concurrentes d'autres pays européens.

Ce raisonnement est aussi vrai pour certaines activités de notre marché intérieur. Par exemple, augmenter les salaires dans le secteur de la construction va créer un nouvel appel d'air pour les emplois détachés et/ou va réduire la demande et donc réduire l'activité du secteur, et encore une fois augmenter le chômage.

Si l'on veut donc préserver l'activité en Belgique, il est nettement préférable de résoudre le déséquilibre sur le marché du travail en améliorant l'offre (la qualification de la main-d'œuvre) plutôt qu'en jouant sur les prix (les salaires).

D'autant que ces pénuries de main-d'œuvre ne sont pas seulement dues à l'augmentation de la demande des entreprises, mais aussi à la détérioration de l'offre, à savoir la qualité de la main-d'œuvre. L'enseignement et la formation se sont détériorés ces 20 ou 30 dernières années, mettant sur le marché du travail des personnes qui n'ont pas le niveau de qualification dont ont besoin nos entreprises. Est-ce aux entreprises de payer cette détérioration, en offrant des salaires disproportionnés aux – de moins en moins nombreuses – personnes qui ont le niveau de qualification suffisant?

Les entreprises ne se défontent donc pas de leur responsabilité en demandant que la qualification de la main-d'œuvre s'améliore pour qu'elles puissent continuer à engager, à satisfaire la demande de leurs clients, et donc à augmenter la richesse globale. Elles ne se déshonorent pas quand elles souhaitent que l'on incite les demandeurs d'emplois à se tourner vers les métiers en pénurie. Il en va de leur performance, surtout internationale, performance qui conduira à maintenir et augmenter l'emploi.

Il nous appartient à tous (entrepreneurs, parents, politiques, presse...) de sensibiliser les jeunes qui doivent choisir une orientation professionnelle, à l'intérêt des études dans les domaines techniques, scientifiques, mathématiques et d'ingénieurs, ainsi qu'aux formations aux métiers en pénurie. Tout le monde en sortira gagnant: les jeunes qui s'ouvriront des carrières assurées et rémunératrices, et les entreprises qui couvriront leurs besoins de qualifications en constante évolution.